



Vendre son corps,

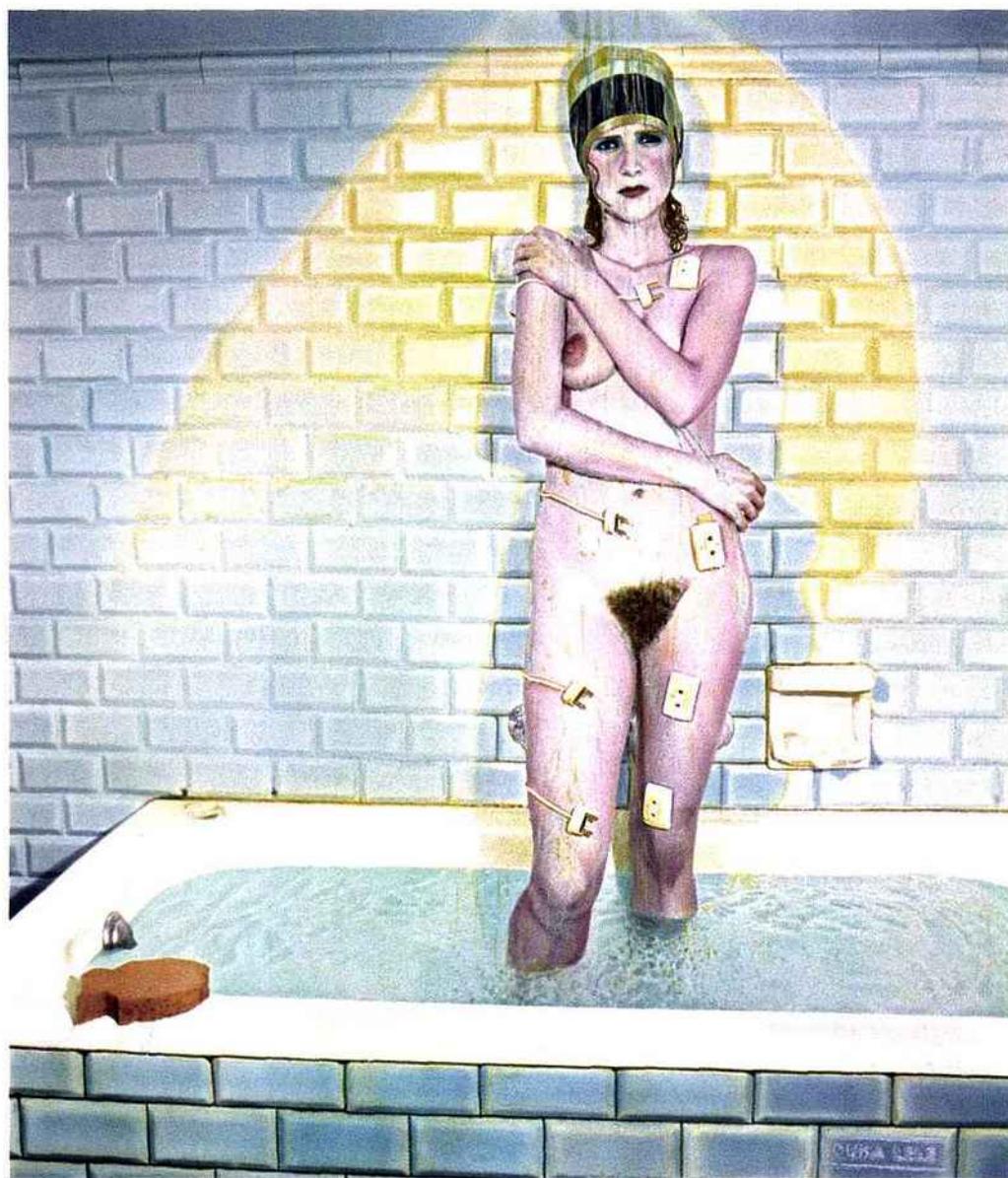
COMME LE REMARQUE la journaliste suédoise Kajsa Ekis Ekman, le discours en faveur de la légalisation de la prostitution tient un argumentaire en réserve pour chaque tendance de l'opinion. Aux socialistes, on affirme que la prostituée est « une travailleuse qui s'organiserait dans un syndicat ». Aux libéraux, on assure « que c'est une question de libre choix et que la prostituée n'est rien d'autre qu'une entrepreneuse du sexe ». Aux féministes, on dit que les femmes doivent pouvoir « disposer de leur corps ». « Mon corps m'appartient » : ce slogan prend désormais un sens très différent de celui qu'il revêtait dans les manifestations des années 1970. En février 2014, pour protester contre la remise en question du droit à l'avortement, des centaines d'Espagnoles sont allées enre-

gistrer leur corps comme propriété privée au registre commercial des biens mobiliers de leur ville. Alors qu'auparavant le corps était revendiqué comme un lieu de liberté, il est ici réduit à un bien meuble permettant éventuellement des gains sur un marché.

Kajsa Ekis Ekman évoque un « pacte silencieux » conclu à propos de la prostitution entre « la gauche postmoderne et la droite néolibérale » (1). Posant le même constat, la féministe américaine Katha Pollitt, lassée d'entendre parler de « liberté » à ce sujet, objecte : « Et l'égalité ? Je croyais que c'était aussi cela, la gauche (2)... » Tourisme sexuel, migration volontaire ou forcée vers des pays plus riches : la prostitution cristallise en effet avec une crudité particulière les inégalités à l'œuvre tant entre le Nord et le Sud qu'au sein de chaque société. Au Portugal, avec la crise, des associations ont constaté l'arrivée sur le marché « de femmes de la classe moyenne qui n'avaient jamais pensé un jour se prostituer (3) ». En France, le site américain SeekingArrangement.com, lancé début 2014, met en relation des hommes fortunés et des jeunes femmes sans moyens désireuses de financer leurs études sans devoir emprunter (4).

« Pourquoi donc tant de gens de gauche veulent-ils que le travail sexuel devienne la nouvelle norme ? », s'interroge

Ouka Leele, « La Douche téléphonique », de la série « Invraisemblances », Madrid, Espagne, 1980.





une étrange liberté

La grande majorité des prostituées se recrute dans les franges les plus précaires de la population. Les clients, eux, sont massivement des hommes. Dans ce contexte, prôner une liberté à disposer de son corps recouvre d'une aura libertaire une des formes les plus brutales de la domination masculine et économique.

Par Mona Chollet

Katha Pollitt. On peut se le demander en observant, en France, les clivages qu'a réactivés la loi sur la pénalisation des clients de la prostitution, adoptée en avril 2016. Transposer la loi votée en Suède en 1999 et sanctionner d'une amende de 1 500 euros le « recours à la prostitution d'une personne majeure », tout en abrogeant le délit de racolage : beaucoup de militants et intellectuels de la gauche radicale – à l'exception notable de Christine Delphy – s'opposent à une telle politique. Des revues de gauche telles que *Contretemps*, *Mouvements*, *Vacarme*, ou les sites *Période*, *Les mots* sont importants, se rallient aux positions en faveur de la légalisation défendues par le Syndicat du travail sexuel (Strass) ou par une figure féministe telle que l'écrivaine et cinéaste Virginie Despentes. Seules des personnalités socialistes (M^{me} Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes à l'époque des discussions autour du projet de loi de pénalisation du client), la philosophe Sylviane Agacinski et des associations proches, comme *Osez le féminisme*, ne renoncent pas à l'objectif de l'abolition. Comment l'expliquer ?

Selon Kajsa Ekis Ekman, l'apparition dans plusieurs pays de « syndicats de travailleurs du sexe » a joué un rôle décisif. Le mot magique de « syndicat » fait surgir de glorieuses visions de travailleurs en lutte. Morgane Merteuil, l'une des porte-parole du Strass, formule en ces termes ses revendications : « reconnaître que nous sommes dans une relation de travail, pour développer une conscience de classe » (*Mouvements*, 16 décembre 2013). Coyote (pour « Call off your old tired ethics » : « Assez avec votre vieille éthique fatiguée ») en 1973 aux États-Unis, Le Fil rouge (De Rode Draad) en 1985 aux Pays-Bas, le Global Network of Sex Work Projects (NSWP) au niveau mondial en 1992, l'International Union of Sex Workers (IUSW) en 2000 au Royaume-Uni, le Strass en 2009 en France... ces mouvements prétendent porter « la parole des putes ».

Entourer la prostitution d'une aura de lutte des classes permet d'escamoter son inscription dans le système de la domination masculine. L'ancêtre du Strass, en 2006, groupuscule presque exclusivement constitué d'hommes, s'était baptisé « Les Putes », et ses membres parlaient d'eux-mêmes au féminin. Peu importe que cette activité soit exercée par une écrasante majorité de femmes, et destinée à une clientèle constituée essentiellement d'hommes (hétéro- ou homosexuels) : l'argument selon lequel « il y a aussi des hommes prostitués » semble porter. De nombreuses féministes, promptes à identifier l'objection « les hommes aussi » comme manipulatrice lorsqu'elle vise à disqualifier d'autres problématiques (les violences conjugales, par exemple), n'y trouvent ici rien à redire.

Sous un léger vernis de progressisme, la société continue de considérer la sexualité hétérosexuelle comme vouée à la seule satisfaction du désir masculin. Elle juge normal que, s'il le faut, des femmes fassent preuve, elles, d'abnégation pour se mettre à son service, car un homme ne peut en aucun cas supporter la frustration ; les croyances dans une impossibilité physiologique sont même très répandues. Ainsi, on justifie souvent l'existence de la prostitution par le service qu'elle rendrait aux laïcs et aux esseulés (5). Peu importe si, selon l'enquête menée en France par le sociologue Saïd Bouamama et la militante abolitionniste Claudine Legardinier, seuls un tiers des clients sont célibataires (6). De même, dans son combat acharné pour la légalisation de la prostitution, le quotidien *Libération* a fait le portrait de M. Marcel Nuss, adhérent du Strass qui, lourdement handicapé de naissance, milite pour le droit à une « assistance sexuelle ». Il a pourtant eu deux compagnes, et il a des enfants (7).

Quand elles affirment leur subjectivité, les femmes suscitent défiance ou réprobation

ALORS QUE LA SUBJECTIVITÉ masculine s'étale, passionnée, la subjectivité féminine, elle, disparaît. C'est ce qui a permis, par exemple, que l'on parle de « puritanisme » ou de « vie privée » à propos des accusations de viol portées en 2011 à l'encontre de M. Dominique Strauss-Kahn, comme si une agression ne se distinguait pas d'une rencontre sexuelle. Cette confusion est poussée à l'extrême par l'une des prestations parfois demandées aux prostituées, la *girlfriend experience* (GFE), qui consiste à mimer une relation amoureuse. « Pas GFE, trop commercial et banal », déplore ainsi un consommateur français (cité par Kajsa Ekis Ekman) sur l'un des forums en ligne où on note les prostituées. Aveugle à la domination de genre comme à la domination économique, la philosophe Elisabeth Badinter, opposée à la pénalisation des clients, parle d'« activité sexuelle » à propos de la prostitution (*LeMonde.fr*, 19 novembre 2013).

(1) Kajsa Ekis Ekman, *L'Ètre et la Marchandise. Prostitution, maternité de substitution et dissociation de soi*, M. éditeur, coll. « Mobilisations », Ville Mont-Royal (Québec), 2013.

(2) Katha Pollitt, « Why do so many leftists want sex work to be the new normal? », *The Nation*, New York, 2 avril 2014.

(3) Andrée-Marie Dussault, « Poussées à se prostituer par la crise », *Le Courrier*, Genève, 18 février 2014.

(4) Catherine Rollot, « Riches businessmen cherchent "French sugar babies" », *Le Monde*, 26 mars 2014.

(5) Lire « La maman et la putain sont de retour », *Le Monde diplomatique*, juin 2012.

(6) Claudine Legardinier et Saïd Bouamama, *Les Clients de la prostitution*, Presses de la Renaissance, Paris, 2006.

(7) Quentin Girard, « Marcel Nuss, Touchable », *Libération*, 4 janvier 2013.



La logique qui à la morne sexualité conjugale oppose la transgression sulfureuse de la prostitution manifeste ce même oubli : structurellement, cette dernière vise la satisfaction des seuls fantasmes masculins. Morgane Merteuil, dans un entretien à *Technikart* (décembre 2013), reprend à son compte cette vision binaire lorsqu'elle accuse les abolitionnistes de « *privilegier l'idée du couple hétérosexuel qui s'aime* ». Elle dénonce le « *modèle hétéronormé* », comme si la prostitution ne le confortait pas elle aussi. Si on veut remettre en question le couple, rien n'empêche pourtant d'imaginer d'autres possibilités, qui donneraient toute sa place à l'expression du désir – on ne dit pas l'amour – féminin, hétéro, homo ou bisexuel.

Pour l'heure, quand elles assument et revendiquent leur dimension de sujet, les femmes continuent de susciter des réflexes de défiance ou de réprobation. Friand, pour sa rubrique « portrait », de call-girls heureuses de leur sort, *Libération* parle en revanche, à propos de l'auteure de bande dessinée Aurélia Aurita, qui a raconté dans un album une relation égalitaire et épanouie, d'une « *boulimie sexuelle* » dont son compagnon aurait été l'« *objet* » (21 février 2014). La bonne vieille « nymphomanie » n'est pas loin...

Abolir les relations tarifées ne reviendrait pas à imposer une « bonne » sexualité désaliénée

LES DEUX REPRÉSENTANTS du Strass, Thierry Schaffauser et Maîtresse Nikita (de son vrai nom Jean-François Poupel), affirment pourtant qu'une fois le travail sexuel légalisé, l'amélioration des conditions de travail rendra la prostitution « *plus enviable pour les hommes* », et les femmes « *s'autoriseront davantage à être clientes* (8) ». Les pays qui ont choisi cette voie, comme l'Allemagne et les Pays-Bas, n'ont pas constaté ce miraculeux renversement : seulement l'expansion d'une prostitution toujours aussi massivement féminine, dominée par les proxénètes et les trafiquants, sans progrès pour la sécurité de celles qui l'exercent (9).

Ce « deux poids, deux mesures » auquel est soumise la sexualité des hommes et des femmes a produit le cliché, sans cesse remis au goût du jour, de la « pute au grand cœur » : celle qui, loin de contester cet ordre des choses, se consacre au bien-être de ses clients. Pour se prostituer, il faut, écrit Morgane Merteuil, « *que le fait de n'avoir pour but que de satisfaire un client soit en lui-même une satisfaction* (10) ». Tout en prétendant « *libérer le féminisme* », elle ne fait là que manifester le conditionnement subi par les femmes pour les pousser au dévouement et au sacrifice. Pour autant, abolir les relations tarifées ne reviendrait pas à imposer une « bonne » sexualité désaliénée : un fantasme de soumission peut très bien se déployer dans le cadre d'un rapport gratuit.

Mais les rapports gratuits n'existent pas, rétorque Morgane Merteuil. Au sein du couple hétérosexuel, la sexualité relèverait du travail reproductif fourni par les femmes. À ses yeux, un rapport sexuel pour le plaisir leur est impossible. Elle l'assimile à du « *bénévolat* » qui « *nourrit la machine capitaliste* » – ce que ne fait pas du tout, bien sûr, la prostitution. On pourrait en déduire la nécessité de lutter à la fois contre la prostitution et contre la dépendance domestique, plutôt que de se résigner aux deux...

Mona Chollet

(8) Maîtresse Nikita et Thierry Schaffauser, *Fières d'être putes*, L'Altiplano, coll. « Agit'prop », Paris, 2007.

(9) « Unprotected : How legalizing prostitution has failed », *Spiegel Online International*, 30 mai 2013 ; Jean-Pierre Stroobants, « Les Néerlandais commencent à regretter la légalisation de la prostitution », *M. le magazine du Monde*, 23 décembre 2011.

(10) Morgane Merteuil, *Libérez le féminisme !*, L'Éditeur, coll. « Idées et controverses », Paris, 2012.